

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 1585

[C — 27284]

10 JUIN 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 juillet 1990 relatif à la délivrance du permis de chasse et de la licence de chasse

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 11 juillet 1990 relatif à la délivrance du permis de chasse et de la licence de chasse tel qu'il a été modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 27 juin, 10 décembre 1991 et 18 juin 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 19 août 1980;

Vu l'urgence;

Considerant la nécessité de rectifier la procédure de délivrance des permis et des licences de chasse avant la prochaine saison cynégétique;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidés et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. L'article 4, 1^o, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 juillet 1990 relatif à la délivrance du permis de chasse est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o d'un certificat de bonnes vie et moeurs, délivré par l'administration communale du domicile du demandeur dans les deux mois qui précèdent la demande et faisant mention de toutes les condamnations et déchéances encourues.

Si le demandeur ne réside pas dans le pays ou n'y réside que depuis moins d'une année, le certificat sera remplacé par une attestation portant sur son honorabilité, émanant de deux personnes domiciliées en Région wallonne et visée par le bourgmestre du domicile de chacune de ces personnes.

Si le demandeur est un étranger résidant en Belgique, le fonctionnaire compétent demande l'avis de l'administration de la Sûreté publique, à moins qu'il s'agisse d'un étranger visé par l'article 4, 1^o, de l'arrêté royal du 6 décembre 1955 relatif au séjour en Belgique de certains étrangers privilégiés. Dans ce cas, le demandeur produit un extrait de son casier judiciaire personnel, qui lui est délivré par le Ministre de la Justice. Cet extrait remplace le certificat de bonnes vie et moeurs ou l'attestation portant sur son honorabilité.

Le fonctionnaire compétent peut, au cours de deux années successives au maximum, dispenser de la production du certificat ou de l'attestation les personnes auxquelles il a précédemment délivré un permis. »

Art. 2. L'article 5 du même arrêté est modifié comme suit :

« Ne peuvent obtenir de permis :

1^o les agents des forêts en chef, les agents des forêts, les membres de la police rurale communale, les gardes forestiers et les gardes-pêche salariés par les communes.

Néanmoins, le fonctionnaire compétent délivre le permis à ces personnes, si celles-ci prennent, préalablement et spontanément, par écrit, l'engagement de ne pas en faire usage dans leur circonscription. Mention de cet engagement est portée sur le permis, avec l'indication de la dénomination de la circonscription de l'intéressé.

Par circonscription, il y a lieu d'entendre :

a) pour les agents des forêts en chef et les agents des forêts : le territoire de toute la brigade dans laquelle ils sont affectés;

b) pour les membres de la police rurale communale, les gardes forestiers et les gardes-pêche salariés par les communes : le territoire de la/des commune(s) qui les emploient;

2^o ceux qui sont interdits ou déchus du droit de port d'armes;

3^o les indigents recevant des secours des administrations publiques;

4^o ceux qui ne peuvent produire le certificat prévu à l'article 4, 2^o et qui, en vertu du même article, ne sont pas dispensés de la production du certificat;

5^o ceux qui n'ont pas 18 ans accomplis le jour de la demande du permis;

6^o ceux pour lesquels il résulte d'une enquête judiciaire ou administrative qu'ils ont obtenu un permis ou une licence antérieurs de manière frauduleuse. »

Art. 3. L'article 11 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le titulaire d'un permis délivré en Région wallonne et valable pour l'année cynégétique en cours peut obtenir une licence pour son invité, non domicilié dans cette Région, en s'adressant au fonctionnaire compétent qui lui a délivré son permis.

Pour être prise en considération, toute demande de licence doit être accompagnée :

1^o d'une photographie de l'invité au format indiqué à l'article 2, alinéa 2;

2^o d'une déclaration écrite du demandeur et d'une autre personne domiciliée en Région wallonne attestant que l'invité est honorablement connu et qu'il n'habite pas le Royaume. Le Service extérieur de la Direction générale des Pouvoirs locaux peut procéder à une enquête complémentaire.

Lorsque l'invité est domicilié dans une des deux autres régions du Royaume, la copie, certifiée conforme par le bourgmestre de la commune, du permis de chasse valable pour la saison cynégétique en cours, équivalant au permis exigé en région wallonne et délivré dans une autre région, remplace obligatoirement la déclaration écrite visée à l'alinéa précédent;

3^o du certificat attestant que l'invité a subi avec fruit l'examen de chasse, organisé dans une des régions du Royaume, permettant l'obtention d'un permis de chasse à tous gibiers.

Est dispensé de ce certificat, l'invité qui peut présenter une copie certifiée conforme par l'autorité communale, du permis de chasse régulier de son pays d'origine ou d'un Etat membre de la Communauté économique européenne, valable pour l'année au cours de laquelle la licence est demandée, ou du permis de chasse équivalant au permis exigé en Région wallonne, délivré dans une autre région du Royaume et valable pour la saison cynégétique au cours de laquelle la licence est demandée.

Est également dispensé de ce certificat, l'invité dont le pays d'origine, ou le pays dans lequel il est domicilié, ne délivre aucun permis de chasse;

4° du certificat d'assurance visé à l'article 4 de l'arrêté royal du 15 juillet 1963 portant assurance obligatoire de la responsabilité civile en vue de l'obtention d'un permis de port d'armes de chasse ou d'une licence de chasse;

5° de la preuve du versement ou du virement de la taxe établie par l'article 3, alinéa 2, du décret du 28 juin 1990 relatif au permis et à la licence de chasse à un compte ouvert à cet effet auprès du caissier de la Région wallonne. »

Art. 4. L'article 16 du même arrêté est modifié comme suit :

« Par dérogation à l'article précédent et sans préjudice des dispositions des articles 6 et 7 du présent arrêté, peuvent obtenir le permis sans présenter l'examen, ceux qui peuvent justifier de la détention d'un permis de chasse A et/ou d'un permis de chasse B obtenu en Belgique au cours d'une des saisons cynégétiques suivantes : 1986-1987, 1987-1988, 1988-1989, pour autant que depuis l'obtention de ce dernier permis, ils n'aient pas été condamnés pour une infraction à la loi sur la chasse.

Peuvent bénéficier de cette disposition dérogatoire ceux qui ont fait valoir leur droit en obtenant un permis au cours d'une des saisons cynégétiques suivantes : 1989-1990, 1990-1991, 1991-1992, ce permis étant valable sur tout le territoire belge pour 1989-1990 et seulement en Région wallonne pour 1990-1991 et 1991-1992.

Cette disposition dérogatoire cesse de produire ses effets lorsque le bénéficiaire n'a pas obtenu de permis de chasse pendant dix saisons cynégétiques consécutives en Région wallonne ou lorsque ce bénéficiaire est condamné pour une infraction à la loi sur la chasse, sauf si le juge le dispense de l'examen de chasse. »

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 juin 1993.

Le Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAELS

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,

G. MATHOT

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 1585

[C — 27284]

10. JUNI 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Juli 1990 über die Ausstellung des Jagdscheines und der Jagdlizenz

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 11. Juli 1990 über die Ausstellung des Jagdscheines und der Jagdlizenz, wie er durch die Erlasse der Exekutive vom 17. Juni 1991, vom 19. Dezember 1991 und vom 18. Juni 1992 abgeändert worden ist;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 19. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung der Notwendigkeit, das Verfahren zur Ausstellung der Jagdscheine — und lizenze vor der nächsten Jagdsaison zu berichtigen;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezugsarbeiten und des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. Artikel 4 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Juli 1990 über die Ausstellung des Jagdscheines und der Jagdlizenz wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

« 1° eines Leumundszeugnisses, das durch die Gemeindeverwaltung des Wohnsitzes des Antragstellers im Laufe der zwei Monate, die dem Antrag vorausgehen, ausgestellt worden ist und alle über ihn verhängten Strafen und Verwirklungen angibt.

Ist der Antragsteller nicht im Lande ansässig, oder ist er in demselben seit weniger als ein Jahr wohnhaft, so ist das Zeugnis durch eine Ehrbarkeitsbescheinigung zu ersetzen, die von zwei in der Wallonischen Region wohnhaften Personen aufzustellen ist und mit der Sichtvermerk des Bürgermeisters des Wohnsitzortes einer jeden beider Personen versehen sein muß.

Ist der Antragsteller ein in Belgien ansässiger Ausländer, so holt der zuständige Beamte das Gutachten der Verwaltung der Öffentlichen Sicherheit ein, es sei denn, daß es sich um einen Ausländer handelt, von dem die Rede unter Artikel 4 1° des Königlichen Erlasses vom 6. Dezember 1955 über den Aufenthalt in Belgien gewisser bevorrechtigten Ausländer ist. In diesem Fall legt der Antragsteller einen Auszug aus den Strafregister vor, der ihm vom Justizminister ausgestellt wird. Besagter Auszug ersetzt das Leumundszeugnis oder die Ehrbarkeitsbescheinigung.

Der zuständige Beamte kann im Laufe von höchstens zwei aufeinanderfolgenden Jahren die Personen, denen vorherig einen Jagdschein erteilt worden ist, davon befreien, das Leumundszeugnis oder die Ehrbarkeitsbescheinigung vorzulegen. »

Art. 2. Artikel 5 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert :

« Können keinen Jagdschein erhalten :

1° die chefbeamten des Forstwesens, die Beamten des Forstwesens, die Mitglieder der Gemeindefeldpolizei, die durch die Gemeinden entlohnten Forst- und Fischereiaufseher;

Der zuständige Beamte erteilt jedoch diesen Personen den Jagdschein, sofern sie vorher von sich aus und schriftlich die Verpflichtung eingehen, keinen Gebrauch von demselben in deren Bezirk zu machen. Diese Verpflichtung ist auf dem Jagdschein mit der genauen Angabe der Benennung und des Bezirks des Interessenten zu vermerken;

Unter Bezirk versteht man :

a) für die chefbeamten und Beamten des Forstwesens : das Bezirk der ganzen Brigade, der sie zugeteilt sind;
b) für die Mitglieder der Gemeindefeldpolizei, die durch die Gemeinden entlohnten Forst- und Fischereiaufseher : das Gebiet der Gemeinde(n), wo sie angestellt sind;

2° diejenigen, die keine Waffe mit sich führen oder des Rechtes, eine Waffe mitzuführen, verlustig gegangen sind;

3° die Bedürftigen, die durch öffentliche Verwaltungen geholfen werden;

4° diejenigen, die die unter Artikel 4 2° vorgeschriebene Bescheinigung nicht vorlegen können und die laut den Bestimmungen desselben Artikels von der Vorlage besagter Bescheinigung nicht befreit sind;

5° diejenigen, die am Tage des Antrages auf Jagdschein das vollendete 18. Lebensjahr nicht erreicht haben;

6° diejenigen, für die es sich aus gerichtlichen oder behördlichen Ermittlungen ergibt, daß sie einen früheren Schein oder eine frühere Lizenz betrügerlicherweise erhalten haben. »

Art. 3. Artikel 11 desselben Erlasses wird durch die folgenden Bestimmungen ersetzt :

« Der Inhaber eines in der Wallonischen Region ausgestellten Jagdscheines, das für das laufende Jagdjahr gültig ist, kann eine Lizenz für seinen nicht in dieser Region ansässigen Gast erhalten und muß sich dafür an den zuständigen Beamten, der ihm den Jagdschein erteilt hat, wenden.

Damit ein Antrag auf Jagdlizenz berücksichtigt werden kann, sind demselben beizulegen :

1° eine Photographie des Gastes, deren Format durch Artikel 2 Absatz 2 vorgeschrieben ist;

2° eine schriftliche Erklärung des Antragstellers und eines anderen in der Wallonischen Region ansässigen Person, in der bestätigt wird, daß der Gast als achtbare Person bekannt und im Königreich nicht wohnhaft ist. Der Außendienst der Generaldirektion der Lokalen Behörden kann eine zusätzliche Untersuchung vornehmen.

Ist der Gast in einer der beiden anderen Regionen des Königreichs ansässig, ersetzt die vom Bürgermeister der Gemeinde beglaubigte Abschrift des für die laufende Jagdsaison gültigen Jagdscheins, der dem in der Wallonischen Region verlangten Jagdschein gleichwertig und in einer anderen Region ausgestellt ist, obligatorisch die durch vorstehenden Absatz vorgeschriebene schriftliche Erklärung;

3° eine Bescheinigung, in der bestätigt wird, daß der Gast die Jagdprüfung, welche in einer der Regionen des Königreichs veranstaltet wird, und die Erlangung eines Jagdscheins für alle Wildarten ermöglicht, erfolgreich abgelegt hat.

Ist von der Vorlage besagter Bescheinigung befreit der Gast, der eine von der Gemeindebehörde beglaubigte Abschrift eines regelmäßigen Jagdscheins seines Herkunftslandes oder eines Mitgliedstaats der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, der für das Jahr, im Laufe dessen die Jagdlizenz beantragt worden ist, gültig ist, oder eines Jagdscheins vorlegen kann, der dem in der Wallonischen Region ausgestellten Jagdschein gleichwertig ist, in einer anderen Region des Königreichs ausgestellt worden ist und für die laufende Jagdsaison, im Laufe welcher die Jagdlizenz beantragt ist, Gültigkeit hat.

Ist auch von der Vorlage besagter Bescheinigung befreit der Gast, dessen Herkunftsland oder das Land, in dem er ansässig ist, keinen Jagdschein ausstellt;

4° die Versicherungsbescheinigung, Gegenstand von Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 1963 über die obligatorische Haftpflichtversicherung, um eine Genehmigung für das Mitführen von Jagdwaffen oder um eine Jagdlizenz zu erhalten;

5° den Beweis der Einzahlung oder Überweisung der unter Artikel 3 Absatz 2 des Dekrets vom 28. Juni 1990 über den Jagdschein und die Jagdlizenz vorgeschriebenen Steuer auf ein zu diesem Zweck beim Kassenverwalter der Wallonischen Region eröffnetes Konto. »

Art. 4. Artikel 16 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert :

« In Abweichung vom vorstehenden Artikel und unbeschadet der Bestimmungen der Artikeln 6 und 7 des vorliegenden Erlasses können den Jagdschein erhalten, ohne die Prüfung abzulegen, diejenigen, die nachweisen können, daß sie einen Jagdschein A und/oder einen Jagdschein B besitzen, den sie in Belgien im Laufe der nachstehenden Jagdsaisons erhalten haben : 1986-1987, 1987-1988, 1988-1989, sofern sie seit dem Erhalt dieses letzten Jagdscheins nicht wegen Verstoß gegen das Gesetz über das Jagdwesen verurteilt worden sind.

Diejenigen, die im Laufe der folgenden Jagdsaisons : 1989-1990, 1990-1991, 1991-1992 ihre Rechte durch den Erhalt eines Scheines geltend gemacht haben, können sich diese abweichende Bestimmung zunutze machen. Dieser Schein wird für 1989-1990 für das ganze belgische Gebiet und für 1990-1991 und 1991-1992 nur für die Wallonische Region gültig.

Diese abweichende Bestimmung tritt außer Kraft, wenn der Begünstigte zehn aufeinanderfolgende Jagdsaisons lang in der Wallonischen Region keinen Jagdschein erhalten hat oder wenn dieser Begünstigte wegen Verstoß gegen das Gesetz über das Jagdwesen verurteilt worden ist, außer wenn der Richter ihm von der Jagdprüfung befreit. »

Art. 5. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 6. Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Juni 1993.

Der Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,
den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAELS

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezuschuften Arbeiten,

G. MATHOT

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 -- 1585

[C — 27204]

10 JUNI 1993. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 juli 1990 betreffende de afgifte van het jachtverlof en de jachtvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 juli 1990 betreffende de afgifte van het jachtverlof en de jachtvergunning, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 27 juni 1991, 19 december 1991 en 18 juni 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 19 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de procedure van afgifte van de jachtverloven en -vergunningen te rectificeren vóór het volgend jachtseizoen;

Op de voordracht van de Minister voor Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken en van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 4, 1^o, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 juli 1990 betreffende de afgifte van het jachtverlof en de jachtvergunning wordt vervangen door volgende bepaling :

* 1^o een getuigschrift van goed zedelijk gedrag met alle opgelopen veroordelingen en vervallenverklaringen, dat binnen twee maanden vóór de aanvraag door het gemeentebestuur van de woonplaats van de aanvrager afgegeven is.

Indien de aanvrager niet in het land verblijft of er sinds minder dan één jaar verblijft, wordt het getuigschrift vervangen door een attest betreffende zijn achtbaarheid, uitgaande van twee personen die in het Waalse Gewest wonen en dat gevisieerd is door de burgemeester van de woonplaats van deze personen.

Indien de aanvrager een vreemdeling is die in België verblijft, vraagt de bevoegde ambtenaar het advies van het bestuur der Openbare Veiligheid, tenzij het een vreemdeling is zoals bedoeld in artikel 4, 1^o, van het koninklijk besluit van 6 december 1955 betreffende het verblijf in België van zekere bevoorrechte vreemdelingen. In dat geval legt de aanvrager een uittreksel uit zijn persoonlijk strafregister voor dat hem door de Minister van Justitie wordt afgegeven. Dit uittreksel vervangt het getuigschrift van goed zedelijk gedrag of het attest betreffende de achtbaarheid van de aanvrager.

De bevoegde ambtenaar kan tijdens maximum twee opeenvolgende jaren degenen aan wie hij voorheen een verlof heeft afgegeven, ontslaan van de verplichting het getuigschrift of het attest voor te leggen. *

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

* Kunnen geen verlof bekomen :

1^o hoofdbosbeambten, de bosbeambten, de leden van de gemeentelijke plattelandspolitie, de door de gemeenten bezoldigde bos- en visserijwachters.

Nochtans levert de bevoegde ambtenaar het verlof af aan die personen indien zij voorafgaand en spontaan de schriftelijke verbintenis aangaan er geen gebruik van te zullen maken in hun ambtsgebied. Die verbintenis wordt vermeld op het verlof, met aanduiding van het ambtsgebied van de belanghebbende.

Onder ambtsgebied dient te worden verstaan :

a) voor de hoofdbosbeambten en de bosbeambten : het gebied van de volledige brigade waar zij aangesteld zijn;

b) voor de leden van de gemeentelijke plattelandspolitie, de door de gemeenten bezoldigde bos- en visserijwachters : het gebied van de gemeente(n) waar zij tewerkgesteld zijn.

2^o diegenen die ontzet of vervallen verklaard zijn van het recht om wapens te dragen;

3^o de behoeftigen die steun ontvangen van de openbare besturen;

4^o diegenen die het in artikel 4, 2^o bedoelde getuigschrift niet kunnen voorleggen en die, krachtens hetzelfde artikel, niet ontslagen zijn van de voorlegging van dit getuigschrift;

5^o diegenen die niet ten volle 18 jaar oud zijn op de dag van de aanvraag van het verlof.

6^o diegenen waarvoor blijkt uit een gerechterlijke of administratieve enquête dat zij op frauduleuse wijze een vorig verlof of vergunning verkregen hebben. *

Art. 3. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« De titularis van een verlof dat afgegeven is in het Waalse Gewest en geldig is voor het lopend jachtseizoen, kan een vergunning bekomen voor zijn niet in het Waalse Gewest wonende genodigde door zich te wenden tot de bevoegde ambtenaar die zijn verlof heeft afgegeven.

Om in aanmerking te worden genomen, moet bij elke aanvraag van een jachtvergunning worden gevoegd :

1° een foto van de genodigde op hetzelfde formaat als aangegeven in artikel 2, 2e lid;

2° een geschreven verklaring van de aanvrager en van een andere in het Waalse Gewest wonende persoon, waarin gesteld wordt dat de genodigde als achtbaar bekend staat en dat hij niet in het Koninkrijk woont. De buitendienst van de algemene directie van lokale besturen kan een bijkomend onderzoek instellen.

Indien de genodigde in één der twee andere gewesten van het Koninkrijk woont, wordt de in vorig lid bedoelde geschreven verklaring verplichtend vervangen door de door de burgemeester van de gemeente eensluidend verklaarde copie van het in een ander gewest uitgereikt jachtverlof, dat geldig is voor het lopend jachtseizoen en dat gelijk is aan het in het Waalse Gewest geëiste verlof;

3° een getuigschrift waaruit blijkt dat de genodigde met goed verloop het in één der gewesten van het Koninkrijk ingerichte jachtexamen voor het bekomen van een jachtverlof op alle wild afgelegd heeft.

Van overlegging van dit getuigschrift is ontslagen de genodigde die een door het gemeentebestuur eensluidend verklaarde copie van het regelmatig jachtverlof van zijn land van herkomst of van een lidstaat van de Europese economische gemeenschap kan voorleggen, geldig voor het jaar waarin de vergunning wordt gevraagd of van het jachtverlof dat gelijk staat met het in het Waalse Gewest geëiste verlof, afgegeven in één ander gewest van het Koninkrijk en geldig voor het jachtseizoen waarvoor de vergunning wordt aangevraagd.

Is ook vrijgesteld van dit getuigschrift de genodigde wiens land van herkomst of land waar hij woont geen jachtverlof uitreikt.

4° het verzekeringsgetuigschrift bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 juli 1963 tot instelling van de verplichte aansprakelijkheidsverzekering voor het bekomen van een jachtverlof of van een jachtvergunning;

5° het stortings- of overschrijvingsbewijs van de in artikel 3, 2e lid, van het decreet van 28 juni 1990 betreffende het jachtverlof en de jachtvergunning vastgestelde taks op een daartoe geopende rekening bij de kassier van het Waalse Gewest ».

Art. 4. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« In afwijking van het vorig artikel en onverminderd het bepaalde in artikelen 6 en 7 van dit besluit kunnen het verlof bekomen zonder het examen af te leggen diegenen die het bezit kunnen bewijzen van een in België bekomen jachtverlof A of jachtverlof B tijdens één van de volgende jachtseizoenen : 1986-1987, 1987-1988, 1988-1989 voor zover zij sinds het bekomen van dit laatste verlof niet werden veroordeeld wegens een overtreding van de jachtwet.

Kunnen ook recht hebben op deze afwijkingsbepaling zij die hun recht hebben doen gelden door het behalen van een jachtverlof tijdens één van de volgende jachtseizoenen : 1989-1990, 1990-1991, 1991-1992, dit verlof zijnde geldig op gans het Belgisch grondgebied voor 1989-1990 en enkel in het Waalse Gewest voor 1990-1991 en 1991-1992.

Deze afwijkingsbepaling houdt op van kracht te zijn wanneer de rechthebbende geen jachtverlof bekomen heeft tijdens tien opeenvolgende jachtseizoenen in het Waalse Gewest of wanneer deze rechthebbende veroordeeld werd wegens een overtreding van de jachtwet, behalve indien de rechter hem vrijstelt van het jachtexamen. »

Art. 5. Dit besluit wordt van kracht op de dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 6. De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 juni 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

De Minister voor Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,
G. MATHOT

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 22 juin 1993 :

— Sont nommés juge consulaire au tribunal de commerce :

d'Anvers :

— pour un terme prenant cours le 30 juin 1993 et expirant le 31 août 1994, M. Carême, P., domicilié à Anvers;

— pour un terme de cinq ans prenant cours le 4 janvier 1994, M. Peeters, K., domicilié à Boom

— pour un terme de cinq ans prenant cours le 29 janvier 1994, Mme Van de Mosselaer, domiciliée à Turnhout;

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 22 juni 1993 :

— Zijn benoemd tot rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel :

te Antwerpen :

— voor een termijn met ingang van 30 juni 1993 en eindigend op 31 augustus 1994, de heer Carême, P., wonende te Antwerpen;

— voor een termijn van vijf jaar met ingang van 4 januari 1994, de heer Peeters, K., wonende te Boom;

— voor een termijn van vijf jaar met ingang van 29 januari 1994, Mevr. Van de Mosselaer, wonende te Turnhout;